

Journée d'étude - Appel à communications

« *Diversité, construction et structuration de l'« espace public interculturel » : acteurs, logiques et discours* »

Éric Dacheux évoquait en 2001 la possible émergence d'un « espace public interculturel » dans le contexte des associations européennes qui aurait pour vocation à dépasser le cadre national pour créer un espace public européen et interculturel (Dacheux, 2001). Or on constate que la notion n'a fait l'objet d'aucun questionnement véritable. L'« espace public interculturel », en tant qu'objet d'étude, n'a quasiment pas, ou très peu, été exploré dans les sciences sociales dans une très grande partie du monde francophone. La notion nous semble cependant mériter d'être convoquée pour (re)travailler des questions actuelles. Elle inspire à (re)problématiser le présent. La Journée d'étude ambitionne de proposer un cadre de réflexion et de dialogue sur les possibilités de sa définition et de son fondement dans les recherches en sciences de l'information et de la communication en particulier. L'« interculturel » est à entendre ici au sens de Bolten (2012), c'est-à-dire la rencontre de plusieurs groupes ou sous-groupes ayant des pratiques communes interagissant dans l'espace public, et qui gagnent en visibilité au vu des derniers débats à la fois dans les milieux universitaires, le monde médiatique, les espaces publics urbain et muséographique, notamment sur la théorie décoloniale, la problématique post-coloniale, la diversité, la visibilité des minorités (#BlackLivesMatter etc.).

A quoi renvoie la notion d'« espace public interculturel » ? Peut-elle être réinvoquée et redéfinie en sciences sociales et plus particulièrement dans le champ des sciences de l'information et de la communication ? Dans quelle mesure peut-elle éclairer les enjeux et les logiques à l'œuvre ? Le « capital interculturel » peut-il faire son entrée dans l'éducation, les médias et l'espace public en général (Pöllmann, 2013) ? Dans quelle mesure le « discours sur la diversité » (Tatchim, 2020) participe-t-il de la construction et du dynamisme de l'« espace public interculturel » ? Quelles logiques et quels acteurs y/le travaillent ? C'est à ces questionnements que la Journée d'étude vise à répondre en ouvrant un espace scientifique de dialogue pour mettre en discussion les concepts d'espace public interculturel, pluriculturel ou multiculturel. Plus généralement, l'objectif est de réfléchir sur la question de la diversité (culturelle, ethno- raciale et linguistique) et de l'interculturalité dans le processus d'émergence, de construction et de structuration de l'espace public (territorial, national, médiatique, numérique) à l'aune des discussions et discours récents.

La notion d' « espace public interculturel » sera déclinée dans son entièreté d'approches et de disciplines, abordant les notions de représentations dans tous les aspects de l'espace public : médias, urbanisme, musée et patrimoine, etc. Les contributions attendues pourront s'inscrire dans l'un ou plusieurs des axes suivants qui permettent d'appréhender ces aspects :

Axe 1 : Médias traditionnels et numériques, question postcoloniale et « espace public interculturel »

Ce premier axe propose de réfléchir sur la notion/l'objet « espace public interculturel » sous l'angle des médias et de leurs discours sur « la diversité ». En effet, au début des années 2000, un ensemble de facteurs aussi bien internationaux qu'étatiques (Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle ; Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles, Charte de la diversité en France, etc.), contribuent à l'intégration de la problématique de l'interculturalité et en particulier la notion de « diversité » dans les politiques publiques et le débat médiatique (Doytcheva, 2015, 2019, 2020 ; Dalibert et Doytcheva, 2014 ; Cervulle, 2013). Partant, les contributions pourraient donner à voir la question de la diversité et le discours qui l'accompagne dans les espaces publics médiatique et numérique, en rapport avec la problématique postcoloniale. Celle-ci pourrait être appréhendée à la fois du côté des anciennes puissances coloniales que du côté des anciennes colonies, dans le but d'inverser le paradigme. Dans les anciennes puissances coloniales, en effet, le « discours sur la diversité » est au centre du débat médiatique et de la vie politique à partir de la question de l'intégration des immigrants et/ou descendants d'immigrants coloniaux (Barats, 2001 ; Bonnafous, 1999, Dalibert, 2015). Dans les anciennes colonies, le « discours sur la diversité » est à la fois au cœur de la construction de l'État-nation, et déterminant dans le processus d'émergence, de construction et de structuration de l'espace public (Tatchim, 2020). Il participe de la construction de la démocratie dans des contextes où le monopole d'État dans le secteur médiatique et sur l'initiative identitaire était encore une réalité jusqu'aux luttes de libéralisation de la vie politique et publique du début des années 1990 (Atenga, 2005 ; Frère, 2000).

Si les médias sont un « miroir » pourtant « sélectif d'un point de vue social, sexuel et racial » (Fraser, citée par Cardon, 2010, p. 40), pourquoi ceux-ci ne sont-ils pas plus représentatifs de la diversité de la société et qu'est-ce que cela dit des relations entre médias et société (Malonga, 2008, 2007) ? Il serait ainsi intéressant d'analyser l'entrée en jeu des plateformes numériques de diffusion à la demande, par exemple, qui proposent une nouvelle représentation de la diversité, notamment dans les séries télévisuelles. Vatter et Diagne notent par ailleurs un décalage dans les représentations médiatiques de l'Afrique en général et constatent que, dans les médias européens, on parle en creux du continent africain ; or, dans les études médiatiques issues de pays africains mêmes, le dialogue se fait vers l'Europe plutôt qu'entre les pays et chercheurs africains (2019).

En partant de la notion d'« espace public (interculturel) », et de celle de « médiation », voire de « médiatisation » (Lafon, 2019 ; Delforce et Noyer, 1999, Charaudeau, 1999), il s'agit aussi, par exemple, de montrer comment Internet et la démocratisation des appareils mobiles connectés ont contribué à l'émergence du cyberactivisme autour, notamment, de la question des minorités ethno-raciales, et donc, à l'entrée en scène de nouveaux acteurs, autrefois, et encore aujourd'hui, en marge des espaces publics officiels et/ou hégémoniques (Cardon et Granjon, 2010 ; Ollitrault, 2002) ; et dans le contexte postcolonial africain, de l'entrée en scène – notamment par le biais des réseaux sociaux numériques –, des diasporas, et particulièrement des activistes contraints à l'exil (Tatchim, 2021). Ce serait l'occasion d'étudier l'espace public façonné par et pour le/la « transmigrant/e » (Lecler, 2013) qui évolue dans des espaces publics médiatiques multiples et multiséculaires.

Axe 2 : Diversité et interculturelité dans l'espace public urbain

Le deuxième axe ambitionne d'appréhender la notion/l'objet « espace public interculturel » sous l'angle de l'espace urbain et son organisation. Dans son programme des « Cités interculturelles », le Conseil de l'Europe recommande aux villes d'adopter des politiques allant dans le sens de la facilitation des échanges entre les cultures. Il explique que, du fait des politiques interculturelles, « la plupart des habitant-e-s considèrent la diversité non comme un problème, mais comme une richesse, et reconnaissent que toutes les cultures se modifient dès lors qu'elles se rencontrent dans l'espace public »^[1]. Après leur adhésion au programme, les villes participantes « démarrent un processus de révision de différentes politiques urbaines sous l'angle de l'interculturalité »^[2]. Il s'agit, dans la même perspective, d'appréhender l'espace public urbain, notamment en contexte multi-ethnique, comme un espace identitaire pluriel, de montrer la problématique interculturelle dans la construction de l'identité territoriale, et de mettre en lumière les débats et discours publics qui l'entourent au niveau local.

L'enjeu est aussi de voir comment les politiques publiques urbaines et territoriales participent de la définition et de la formation des publics. En effet, le déboulonnage des statues des personnalités historiques, le badigeonnage des plaques commémoratives dans les rues, la destruction de tout symbole de l'esclavage, de la colonisation, du racisme, du sexisme, etc. observés ces dernières années dans le monde occidental comme dans les États du Sud mettent en lumière au moins deux choses : d'un côté, l'action publique dans l'espace public territorial et de l'autre, les mutations des manières de concevoir les espaces partagés. L'association de la « figure de l'habitant » dans les politiques et la communication territoriales semble ainsi devoir être une priorité (Bihay 2019 ; Barabel, Mayol et Meier, 2010 ; Noyer & Raoul, 2008 ; Raoul, 2003), et au regard de la multiculturalité toujours croissante des villes, il semble aussi important de prendre en compte la construction de l'altérité par celle d'une mise en scène du « nous » face aux « autres » (Todorov, 1989 ; Gellereau, 2003) dans la construction des identités et la mémoire territoriales.

En d'autres termes, « raconter l'histoire sur la voie publique » (Sauber, 1993), dans les contextes de pluralisme ethno-culturel et racial, devient un exercice à forte dimension inclusive. Une des questions structurantes peut donc être celle de savoir dans quelle mesure l'action publique territoriale prend-elle en compte ou non la diversité culturelle, ethno- raciale... et la diversité des genres ? Les contributions pourraient aussi rendre compte, à partir de la notion de « public » (Warner, 2014), imaginé et réel (Assogba, 2015 ; Cervulle, 2017) ou de « contre-public » (Fraser, 2003), des luttes politiques et discursives portées par les organisations antiracistes, féministes ou de promotion de la diversité (Vergès, 2020). Les analyses pourraient mettre en lumière les dispositifs numériques, communicationnels, rhétoriques ou sémiotiques de mobilisation. La géographie des villes et de leur organisation territoriale « en quartiers » pourrait faire l'objet d'une analyse visuelle et socio-culturelle de même qu'historique.

Axe 3 : Co-construction et conservation de la diversité : les objets et lieux mémoriels dans la construction de l'« espace public interculturel »

La troisième piste de réflexion est celle des structures de conservation mémorielle et p(m)atrimoniales. Autrement dit, il est question ici de proposer de développer des réflexions sur la place des objets, des lieux de mémoire et de culture (musées et expositions : musée du Quai Branly, Palais de la Porte-Dorée – Musée national de l'Histoire de l'Immigration, mémorial de la Shoah, mémorial de l'abolition de l'esclavage, Mémorial ACTe, Africa Museum à Bruxelles, African American national museum à Washington, monuments

historiques...) dans le débat public local et national et le dynamisme de l'espace public (interculturel) en contexte multiethnique (Cervulle, 2017 ; Vergès, 2013). Il s'agit ainsi, en ajoutant une perspective internationale, d'explorer, d'une part, l'apport de ces lieux dans la conservation de « la diversité » et, d'autre part, de les appréhender comme espace de co-constructions de celle-ci. D'ailleurs l'urgence de cette thématique dans les musées est soulignée aussi par le titre du dernier Congrès International pour la Muséologie (IFOCOM) « Décoloniser la muséologie : Musées, métissages et mythes d'origine » de même que l'appel à communication « Raconter et exposer les minorités » (voir calenda.org).

Les mobilisations, souvent violentes, autour de l'Exposition *Exhibit B* à Londres et à Paris, en 2014, ont contribué à (re)mettre dans le débat public la question de la diversité et celle de son traitement. En 2020, la popularisation du slogan « Black lives Matter », à la suite de la mort de George Floyd en mai 2020 aux États-Unis, et des manifestations de par le monde qui s'ensuivirent, de même que la destruction de dizaines de monuments historiques et de statues, ont contribué à remettre dans les politiques publiques la question du traitement de la diversité dans l'espace urbain et les discussions publiques. Comment les acteurs sociaux (politiques, associations...) se sont-ils saisis du mouvement « Black lives Matter » qui marque un tournant dans le débat sur les questions ethno-raciales dans le monde occidental et au-delà ? La redéfinition du projet de l'*Africa Museum* à Bruxelles (depuis sa réouverture en 2018, le musée se propose d'exposer « une vision contemporaine et décolonisée de l'Afrique ») montre bien les évolutions en cours au sein des institutions culturelles et patrimoniales.

On le sait, les médias en général et le média expographique en particulier (Davallon, 1992) sont des « scènes d'apparition (...) et de régulation de la visibilité » (Cervulle, 2017). Dans cette perspective, ils peuvent être appréhendés comme des espaces d'(in)visibilisation de « la diversité », du discours qui l'entoure et de la mémoire interculturelle. Les musées et objets p(m)atrimoniaux et mémoriels sont ainsi des espaces où peuvent se construire des discours et controverses sur la question du racisme, de l'antiracisme et de l'inégale (in)visibilisation des questions ethnoculturelles (Cervulle, 2017).

De façon générale, les contributions pourraient donner à voir les acteurs, les discours, les dispositifs de médiation et/ou de médiatisation de la question de la « diversité ». Elles pourraient ainsi mettre en lumière la place de ces derniers dans le processus de construction et de structuration de l'« espace public interculturel », le développement et la reconfiguration de l'« espace public » et la cohésion interculturelle et sociale.

Références bibliographiques

- Assogba Henri et al, « Les publics imaginés et réels des professionnels d'internet », *Communication* [En ligne], vol. 33/2 | 2015, mis en ligne le 26 janvier 2016, consulté le 25 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/communication/5704>.
- Atenga, Thomas. « La presse privée et le pouvoir au Cameroun. Quinze ans de cohabitation houleuse », *Politique africaine*, vol. 97, no. 1, 2005, pp. 33-48.
- Barats Christine, « Les mots de l'immigration et l'ethnisation des rapports sociaux. Le cas des débats télévisés français sur l'immigration », *Réseaux*, vol. 107, no. 3, 2001, pp. 147-179.
- Bihay, Thomas, « D'une idéologie globale aux politiques territorialisées. Les industries créatives au regard d'*OnlyLyon* », in Bonaccorsi Julia ; Cordonnier Sarah (dir.), *Territoires. Enquête communicationnelle*, Editions des archives contemporaines, 2019. doi : <https://doi.org/10.17184/eac.1598>
- Bolten, Jürgen, *Interkulturelle Kompetenz*, Erfurt, Landeszentrale für Politische Bildung Thüringen, 2012.
- Bonnafeux Simone, « La médiatisation de la question immigrée : état des recherches », *Études de communication*, 22 | 1999, 59-72.
- Cardon, Dominique et Granjon Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presse de Sciences-Po, 2010.
- Cardon, D. (2010). *La Démocratie Internet. Promesses et limites*. Éditions du Seuil, Paris.
- Cervulle, Maxime, « Exposer le racisme. Exhibit B et le public oppositionnel », *Études de communication*, vol. 48, n°1, 2017, pp. 37-54.
- Cervulle, Maxime, *Dans le blanc des yeux. Diversité, racisme et médias*, Paris, éd. Amsterdam, 2013.
- Charaudeau, Patrick, « La médiatisation de l'espace public comme phénomène de fragmentation », *Études de communication*, 22 | 1999, 73-92.
- Dacheux, Éric, « 5. Les associations dans l'espace public européen », Jean-Louis Laville éd., *Association, démocratie et société civile*. La Découverte, 2001, pp. 165-181.
- Dalibert, Marion, « Médias et mouvements sociaux minoritaires : un accès à la sphère publique régulé par la « francité » ? », *Sciences de la société*, 94 | 2015, 15-29.
- Dalibert, Marion et Doytcheva, Milena, « Migrants roms dans l'espace public : (in)visibilités contraintes », *Migrations Société*, vol. 152, n°2, 2014, pp. 75-90.
- Dalibert, Marion, « Un (anti)racisme légitime dans les médias ? », *Mouvements*, vol. 79, no. 3, 2014, pp. 139-147.
- Davallon, Jean, « Le musée est-il vraiment un média ? », *Culture et Musées*, n°2, 1992, pp. 99-123.
- Delforce, Bernard et Noyer, Jacques, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication*, 22 | 1999, 13-40.
- Doytcheva, Milena, « Âge et ethnicité dans les politiques de diversité : quelle intersectionnalité ? », *Agora débats/jeunesses*, vol. 85, no. 2, 2020, pp. 105-121.
- Doytcheva, Milena, *Politiques de la diversité. Sociologie des discriminations et des politiques antidiscriminatoires au travail*, Paris, Peter Lang, 2015.
- Fraser, Nancy, « 5. Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », Emmanuel Renault éd., *Où en est la théorie critique ? La Découverte*, 2003, pp. 103-134.
- Frère, Marie-Soleil, *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala, 2000.

Gellereau, Michèle, « Nous et les autres : les représentations des identités culturelles au service de nouveaux territoires ? », *Études de communication*, 26 | 2003.

Lafon, Benoit, « Chapitre 6. Des médiatisations au processus de médiatisation », Lafon Benoît éd., *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*. Presses universitaires de Grenoble, 2019, pp. 157-189.

Lecler, Romain. *Sociologie de la mondialisation*. La Découverte, 2013.

Malonga, Marie-France, « La télévision comme lieu de reconnaissance : le cas des minorités noires en France », *Hermès, La Revue*, vol. 51, no. 2, 2008, pp. 161-166.

Malonga, Marie-France, « Les stratégies identitaires des minorités noires face à la télévision française », Mattelart, Tristan éd., *Médias, migrations et cultures transnationales*. De Boeck Supérieur, 2007, pp. 58-71.

Noyer, Jacques et Raoul, Bruno, « Concertation et « figures de l’habitant » dans le discours des projets de renouvellement urbain », *Études de communication*, 31 | 2008, 111-130.

Ollitrault Sylvie, « Internet, soutien au militantisme sans frontières ? », In Serfaty V. (dir.), *Internet en politique des États-Unis à l’Europe*, Strasbourg, PUS, 2002.

« Raconter et exposer les minorités », Appel à contribution, *Calenda*, Publié le vendredi 02 juillet 2021, <https://calenda.org/892984>.

Pöllmann, Andreas, “Intercultural Capital: Toward the Conceptualization, Operationalization, and Empirical Investigation of a Rising Marker of Sociocultural Distinction”, *Sage Open*, 2013, DOI: 10.1177/2158244013486117.

Raoul, Bruno, « Le développement des territoires au miroir de la communication : une problématique en perspective », *Études de communication*, 26 | 2003.

Sauber, Mariana, « Traces fragiles. Les plaques commémoratives dans les rues de Paris », *Annales*, n°48-3, 1993, pp. 715-727.

Tatchim, Nicanor, « Confiance, légitimité politique et diversité culturelle dans l’État postcolonial au Cameroun », *Hermès, La Revue*, n° 88, 2021.

Tatchim, Nicanor, *Discours sur la diversité culturelle et l’unité nationale au Cameroun. L’État postcolonial face au clivage francophone/anglophone*, Thèse de doctorat en sciences de la communication, Université Paris-Est Créteil, 2020.

Tzvetan, Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Éditions du Seuil, Paris, 1989.

UNESCO, *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, 2005.

Vatter, Christoph et Diagne, Ibrahima, “Vorwort der Herausgeber: Interkulturelle Kommunikation in/mit Afrika: neue Perspektiven”, *Interculture Journal. Online-Zeitschrift für Interkulturelle Studien*, vol 32, 2019, Jena, p. 7-11.

Vergès, Françoise, « Féminisme décolonial et antiraciste », Omar Slaouti éd., *Racismes de France*, Paris, La Découverte, 2020, pp. 325-338.

Vergès, Françoise, « Exposer l’esclavage », *Africultures*, vol. 91, no. 1, 2013, pp. 8-19.

Warner, Michael, *Publics and Counterpublics*, New York, Zone Books, 2014.

^[1] Voir le site internet du Conseil : <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/what>

^[2] Site internet du Conseil : <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/how-to-join->

Comité scientifique

Thomas Atenga, Université de Douala
Anne-Coralie Bonnaire, Université de Lille
Thomas Bihay, Université de Lille
Emilie Da Lage, Université de Lille
Milena Doytcheva, Université de Caen Normandie
Alexandre Zhao Huang, Université Paris 10 - Nanterre
Aimée-Danielle Lezou-Koffi, Université Houphouet-Boigny
Céline Matuszak, Université de Lille
Magalie Mobetie, Le Fresnoy – École d'Art, Tourcoing
Jessy Patrice, Université des Antilles
Stela Raytcheva, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
Bruno Raoul, Université de Lille
Gala Rebane, Université de Technologie de Chemnitz
Aude Serrat, Université Paris-Est Créteil
Nicanor Tatchim, Université de Lille

Modalités de soumission

La Journée d'étude, qui se veut pluridisciplinaire, est ouverte à différents champs de recherche en sciences humaines et sociales.

Les propositions de communication (**500 mots** environ sans bibliographie) sont à envoyer au plus tard le **20 février 2022**, accompagnées d'un titre et d'une courte présentation de l'auteur (statut, université ou organisme de rattachement...) aux adresses suivantes :

annecoralie.bonnaire@univ-lille.fr

nicanor.tatchim@univ-lille.fr

Les réponses aux propositions de communications seront données à leurs auteurs au plus tard le **25 mars 2022**, après délibération du comité scientifique. La Journée se déroulera le **16 juin 2022** à l'université de Lille (en format hybride : présentiel et distanciel).